

Passerelles

#4 Juin 2018

Bulletin de liaison pour l'action et la réflexion pluraliste des gauches, des mouvements sociaux

NUMÉRO SPECIAL
EUROPE



ACTUALITÉ SOCIALE

POUR L'ÉGALITÉ, LA JUSTICE SOCIALE
ET LA SOLIDARITÉ

NOTES DE LECTURE
ÉCHOS DES RÉGIONS

© Patrice Leclerc

Participation volontaire

2€

Collectif Passerelles de Seine-Maritime et de l'Eure

Après un premier journal mural en mars, le collectif 76 a organisé une réunion avec Michel Jallamion de la convergence des services publics à mi-mai. Il y avait des syndicalistes cheminots, CGT, FSU, Snesup, UNEF... pour nourrir la discussion sur la défense des services publics. Un second journal mural a été élaboré surtout distribué sous forme de tract. Une expérience que le collectif 76 met à disposition de tou.te.s.

Journal mural 2 / mai 2018 / passerellesagauche.fr

Avec le tout routier, les camions ont envahi nos routes.
Encombrements, pollution, coût double
L'État entretient le réseau routier,
finance les infrastructures et subventionne les transports routiers !
Des milliards qui pourraient être investis dans le fret ferroviaire.

Des trains, pas des camions !

On y gagnerait tous !
Le train : un transport écologique.

Nos services publics
On y tient !

Des infirmières, des aides-soignant.e.s, des médecins dans les hôpitaux, aux urgences, dans les EPHAD.

La santé d'abord

Un autre partage des richesses permettrait d'assurer un service de santé partout, de qualité et de proximité.



contact76@passerellesagauche.fr

Droit à l'éducation pour tou-te-s !
Non à la sélection !

Toujours plus de jeunes en formation !
C'est bon pour l'avenir, c'est bon pour les retraites.

Des moyens pour permettre aux jeunes de choisir :
* les cursus de formation pour leur autonomie
* les parcours professionnels de leur choix.

Passerelles



À l'initiative du Collectif « Passerelles » de Lyon, une cinquantaine de personnes se sont retrouvées de 18h à 22h vendredi 20 avril, à la Mairie du 1er arrondissement.

La soirée a débuté par trois interventions. En introduction une présentation de la thématique par notre camarade Lucien Angeletti (membre du PCF et du « Comité de Défense des Services Publics de la Croix-Rousse »), puis celle de Vincent Bollenot (membre d Acrimed) sur « le

traitement des Services Publics par les médias dominants ». Ensuite, initiation au travail en ateliers par Michel Jallamion, invité en tant que Président de l'association « Convergence nationale des Services Publics ».

Durant une heure, les participants ont travaillé en Ateliers sur deux thématiques :

- « **le Service public du point de vue des agents** » (avec des syndicalistes cheminots, des hôpitaux, des Territoriaux...) introduit par notre camarade RIchard Elmalan (membre du PCF)
- « **le Service public du point de vue des usagers** » (avec des membres de Comités d'usagers) animé par notre camarade Corinne Iehl (élue à la Métropole de Lyon, membre de LCS*).

Échos des régions

Retour en plénière pour mise en commun après synthèse des échanges par les fidèles rapporteurs : Michèle Tortonese (membre d Ensemble! Vaulx en Velin) et Karim Aou (membre de Génération.S Lyon).

Puis plus d'une heure d'échanges en lien avec la lutte des cheminots en défense de leur Service Public et comme enjeu pour tous les Services Publics animés par Laurence Boffet (élue du 1er arrdt, membre de LCS) et Gérard Labalette (membre du PCF).

Clôture de la soirée par Armand Creus (membre d Ensemble! Lyon) par une présentation de « Passerelles Lyon » comme continuité du travail de rassemblement effectué à Lyon en 2016/2017 par « l'Appel des 100 », renouvelé et élargi puisque en plus de membres du PCF et d'Ensemble!, ce Collectif Passerelles Lyon constitué début mars regroupe désormais des membres de Génération.S, de Diem 25 aux côtés de syndicalistes, d'associatifs, de citoyen-ne-s.

6 nouvelles personnes ont pris contact après la réunion et le pot convivial.

« Passerelles-Lyon », c'est bien parti !

Pour le Collectif, **Lucky, Armand**

**LCS: « Lyon Citoyenne et Solidaire » groupe local issu de l'alliance FdG/ Gram (ex PS) aux Municipales de 2014.*



A Marseille : Pour la défense et la transformation des services publics

Alors que les cheminot.e.s sont en grève tournante depuis des semaines dans une Unité syndicale exemplaire, que les postiers luttent sur leur lieux de travail, que les hospitaliers et les salariés des Ehpad n'en peuvent plus à cause de leurs conditions de travail qui se dégradent, les services publics sont en danger, à cause des orientations libérales du gouvernement MACRON. Un grand mouvement de solidarité s'exprime financièrement pour aider les cheminots et leurs familles. Il faut noter un début de convergence entre les secteurs en lutte, mais elle se construit difficilement et patiemment face à un gouvernement qui ne recule pas encore. Les lycéens et les étudiants se mobilisent quant à eux, sur leurs propres revendications, refusant les réformes Blanquer, mais ils sont régulièrement aux côtés des salariés en lutte dans les manifestations sur Marseille. Les retraités préparent un mouvement national unitaire le 14 juin, contre l'augmentation de la CSG et la défense du code des pensions.

C'est dans ce contexte que le collectif "Réinventer la Gauche" (RLG), organisait le 8 juin une grande réunion publique au Théâtre Mazenod, **pour la défense et la transformation des services publics, avec la participation de syndicalistes, chercheurs, professeurs, cheminots, postiers, étudiants, lycéens et usagers des services publics.**

"Réinventer la Gauche" met en avant des dénominateurs communs entre des forces complémentaires, diverses ou divisées, et des citoyens, souvent les plus nombreux, sans appartenance partisane :

- l'urgence sociale, pour le respect des droits fondamentaux de la personne humaine face à la paupérisation massive, aux injustices, aux inégalités que génère le capitalisme, et pour défendre un service public égal pour tous,

- l'urgence écologique, pour stopper le saccage aveugle fondé sur la loi du profit, mettant en danger la planète et toute sa population,

- les droits démocratiques effectifs pour tous, indépendamment de la nationalité,

- La solidarité internationale pour combattre et réguler la mondialisation sauvage basée sur la loi du plus fort,

Réinventer la gauche, c'est **faire vivre et se rencontrer de multiples réseaux militants, pour contribuer à modifier le rapport des forces dans l'évolution de notre société.**



| Nantes : Rencontre sur les services publics

Les services publics sont un des piliers du modèle social de notre pays. Ils sont au cœur du débat politique sur le modèle de société que nous voulons, ils sont au centre de nombreux conflits sociaux (sncf, hôpitaux, fonction publique...). Les services publics sont-ils un bien commun menacés ? Le collectif Travaillons ensemble organisait une réunion publique sur ce thème, le 20 juin à la maison des syndicats de Nantes, qui commençait par un temps en ateliers.

la Convergence nationale des collectifs de défense et de développement des services publics.

Cette soirée sur les services publics était le deuxième débat, après celui sur les migrants, organisé par le collectif « Travaillons ensemble 44 » en présence de Marie Christine Vergiat, députée européenne.

Ce collectif regroupe des militants syndicaux, associatifs ou politiques de différentes sensibilités (Europe écologie les verts, Parti communiste, Parti socialiste, Gauche démocratique et sociale, Génération.s).

SERVICES PUBLICS
un bien commun remis en cause ?
*les défendre, les développer, les améliorer :
une action indispensable !*

Il s'agissait de débattre sur comment défendre, développer et améliorer les services publics. Lors de cette réunion introduite par le témoignage de Pierre-Yves Grellier (responsable du collectif Services publics de la CGT 44), deux intervenants alimentaient la réflexion : David Cayla, membre des économistes atterrés, et Michel Jallamion de

www.travaillons-ensemble-44.org



+ D'infos sur notre site
passerellesagauche.fr
Onglet "Initiatives"

Macron, l'illusionniste européen

Par Marie-Christine Vergiat, députée Gauche unie européenne (GUE- Front de gauche)



« Le Président français est salué comme un sauveur centriste, un rempart contre les extrêmes - alors même qu'il réduit les impôts pour les riches, attaque les droits des travailleurs et diabolise les réfugiés. »

Ce n'est pas une phrase lue dans l'Humanité mais dans le très sérieux journal britannique « The Guardian » et tout l'article est de la même veine¹.

Le discours d'Emmanuel Macron, le 17 avril, devant le Parlement européen, s'inscrit exactement là-dedans. Il s'est une nouvelle fois présenté comme le sauveur de l'Union européenne.

La pire des erreurs, nous a-t-il dit, serait d'abandonner « notre modèle² » démocratique. Mais comment ose-t-il dire cela quand, jour après jour, manifestants, syndicalistes, étudiants, zadistes, migrants se font matraqués, détruire leurs biens sans le moindre commencement de discussion, voire d'explication.

Pour qui y a-t-il une « fascination il-libérale », modèle cher à Viktor Orban qui combine, ultra-libéralisme et autoritarisme croissants ?

Ou quand notre pays envoie des missiles sur la Syrie en s'asseyant une nouvelle fois sur le droit international comme le lui a rappelé Patrick Le Hyaric au nom de la GUE/NGL.

Et j'avoue avoir trouvé plutôt plaisante la façon dont le co-Président du groupe Vert, Philippe Lamberts, l'a remis en place, lui dont la fille a été arrêté au petit matin par la police française.

Il a même invoqué la solidarité européenne en matière de migration alors que la France est le pays d'Europe qui expulse le plus, loin devant l'Allemagne qui a accueilli 10 fois plus de réfugié.e.s et que des milliers de migrants sont refoulés à la frontière franco-italienne, pourtant premier pays entrant pour les pays migrants dans l'UE.

Et E. Macron a même osé ajouter qu'il fallait « entendre la colère du peuple » en lui proposant un « projet nouveau ». Nouveau son projet ? Il évoque plutôt Napoléon le Petit comme le lui a si bien dit ma collègue portugaise, du Bloco de Esquerda, Marisa Matias.

Alors oui, Emmanuel Macron est un illusionniste. Il y a un fossé entre ce qu'il dit ou a dit et ce qu'il fait et si nous n'y prenons pas garde, il facilitera la droitisation extrême du paysage politique comme le montre en ce moment l'évolution notamment de la droite française sous la houlette de Laurent Wauquiez.

Publié originalement dans le Travailleur Alpin, mai 2018

1- <https://www.theguardian.com/world/emmanuel-macron>

2- Les mots qui suivent placés entre guillemets sont directement issus du discours d'Emmanuel Macron au Parlement européen <http://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20180411IPR01517/emmanuel-macron-defend-l-idee-d-une-souverainete-europeenne>

Nous avons sollicité plusieurs acteurs/trices autour des enjeux européens. Dans le précédent numéro, nous donnions la parole à Marie-Christine Vergiat, Marie-Pierre Vieu et Marie Toussaint. Dans ce numéro 4, nous ouvrons à nouveau nos colonnes à différentes sensibilités de gauche.

Quelle refondation de l'Union Européenne ?

Par Jean-Claude Chailley, *REsistance Sociale*,
et Marianne Journiac, *République et Socialisme*

Une refondation toujours plus austéritaire, plus libérale, est en cours - évitant soigneusement le débat public -

Ne faut-il pas construire une alternative, une refondation au service de l'exercice effectif des droits fondamentaux des peuples ?

Chaque peuple est attaché à la souveraineté populaire, à la démocratie.

Actuellement il n'y a pas de peuple européen : chaque peuple est le produit de son histoire, est attaché à sa langue, à sa culture, à son appartenance nationale, ce qu'on vérifie même lors de matchs de foot !

C'est le libéralisme qui s'acharne contre tous les droits conquis par les peuples, par les salarié.e.s, le « marché unique » ne supportant pas les droits et conquis nationaux.

L'absence d'alternative, la négation de la souveraineté, de la démocratie, renforcent les extrêmes-droites qui ont atteint un niveau alarmant.

Cet attachement, comme l'a expliqué Jaurès, loin d'être opposé à l'internationalisme peut en être le substrat s'il s'insère dans la lutte pour la République sociale, pour le socialisme.

La construction européenne actuelle n'a pas d'avenir historique :

Les peuples la rejettent dès qu'ils le peuvent et les principaux dirigeants en Europe savent que la zone euro ne peut continuer ainsi... en dépit de leurs désaccords ils sont en train de la réformer,

de la refonder par une fuite en avant austéritaire comme le préconise le « rapport des 5 présidents » de juin 2015 (Jean-Claude Juncker, Donald Tusk, Jeroen Dijsselbloem, Mario Draghi et Martin Schulz).

Le semestre européen de juin 2017 exige déjà de la France qu'elle « assure la mise en œuvre intégrale et dans les délais des Recommandations pour la zone euro »... Macron s'appuie dessus (cf discours du Capitole) pour exécuter coupes budgétaires et rafale de réformes : ordonnances, ouverture à la concurrence / privatisation de la SNCF, CAP 2022, transformation du système de santé, dérèglementations, ouverture accrue à la concurrence / privatisation d'EDF, des barrages...

LE SEMESTRE EUROPÉEN
Engagement budgétaire 2018 – 2022 de la France
envoyé à Bruxelles en avril pour adoption en Conseil européen en juin :

% PIB	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Solde public (Maastricht)	(2,6)	(2,3)	(2,4)	(0,9)	(0,3)	+ 0,3
Dont solde primaire (1)	(0,8)	(0,6)	(0,6)	+0,9	+1,6	+2,3
État	(2,8)	(3,0)	(3,2)	(1,9)	(1,6)	(1,2)
Oraa. divers admin. centrales	0	(0,1)	(0,1)	(0,1)	(0,1)	0
Admin. publiques locales	0	+0,1	+0,1	+0,3	+0,5	+0,7
Admin. publiques Sécu	0,2	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8

(1) Le solde public primaire exclut les intérêts de la dette :
en 2022, l'objectif c'est de générer 2,3 points de PIB d'excédent budgétaire, soit environ 50 Md

La Sécu comme les collectivités territoriales doivent générer environ 20 Md de profit en 2022, l'Etat faire d'énormes économies, au nom de l'obligation pour la France de réduire sa dette, ses « déficits structurels excessifs ». Cela dans un seul but que le partage des richesses soit de plus en plus défavorable aux salarié.e.s : entre 2000 et 2016 la productivité a augmenté de 10 % dans l'UE 28, les salaires de seulement 2,5 %. Ils ont même baissé dans plusieurs pays. Les SMIC vont de 261 € à 1999 € au Luxembourg.

La construction européenne n'aura de perspective historique que si elle se fait à partir des besoins, des droits fondamentaux des peuples, des citoyen.ne.s, de l'exigence d'égalité entre les peuples, d'harmonisation par le haut.

Pour la France nous voulons une République sociale. Internationalistes, nous voulons une Europe sociale, de coopération, respectant les souverainetés populaires.

L'harmonisation européenne doit se faire par le haut, engendrer de nouveaux progrès, à l'opposé de la convergence vers un « socle » européen pour les plus démunis.

Les besoins fondamentaux sont universels.

Leur satisfaction égalitaire ne peut reposer sur le privé dont l'objectif premier est la rentabilisation maximale des capitaux ! Contrairement à la notion de SIEG il faut **redévelopper des services publics** de proximité, de haute qualité, en France comme en Europe. **La coopération est nécessaire** : les grands projets, la recherche, ...s'inscrivent dans le temps long et nécessitent des **réappropriations publiques** (propriété publique, statut public des personnels, démocratisation). Les services publics, y compris de réseau, peuvent coopérer, sans qu'il y ait besoin de super instances de décision à Bruxelles ou à la BCE.

La protection sociale, largement privatisée partout en Europe, doit être (re)conquise y compris en France. Les moyens pour l'hôpital public, les EHPAD... doivent être dégagés, l'accessibilité pour toutes et tous à une prévention et des soins de qualité sur tout le territoire doit être garantie.

La réduction des inégalités par l'augmentation des salaires, (re)conquête d'un droit du travail protecteur pour les

salarié.e.s du privé, des statuts dans les services publics, l'égalité femmes-hommes (responsabilités et salaire) doit devenir la priorité.

Pour cela il faut bien sûr que l'on assigne aux institutions européennes ces nouveaux objectifs ainsi que ceux d'un plan de développement massif de l'emploi, lié notamment à une politique volontariste de réindustrialisation, de transition écologique, de lutte contre la fraude, l'optimisation et l'évasion fiscales.

La France a les moyens d'agir. Il est faux de croire que tout tombe de l'Europe comme du ciel : le Conseil de

l'Union européenne qui regroupe les ministres des états membres reste la clef de voûte des institutions européennes. Aucune directive n'existe sans que la signature de la France n'ait été apposée. C'est donc les gouvernements libéraux de l'Europe qui dictent la politique

européenne, dans un cadre libéral qu'ils ont eux-mêmes déterminé. Il est donc possible de changer l'Europe en agissant ici et maintenant pour créer une alternative aux politiques d'austérité.

Mais cela nécessite un changement de gouvernement, la césure avec les politiques austéritaires menées depuis plus de 30 ans et donc la refondation de la gauche et de l'Europe par un combat unitaire. Il nous faut travailler à la convergence générale des forces sociales, politiques et associatives pour une République sociale en France, contre la politique de Macron et celle de l'Europe qui ne sont qu'une et pour une refondation progressiste de l'Europe aux antipodes de celle en train de se mettre en place.

RÉSISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès



Pour les États-Unis d'Europe démocratiques et sociaux

Extraits du texte de référence de GDS

L'alternative n'est pas entre la sortie de l'euro et l'attente que l'unanimité des États de l'Union européenne fasse changer l'euro et l'Union. La question déterminante est celle du rapport de forces, non pas entre les pays mais, entre les classes sociales au niveau de l'UE : l'arrivée au pouvoir en France d'un gouvernement de gauche réellement déterminé à mener le combat changerait complètement la donne pour les salariés de toute l'UE. *Et si, en pareil cas, une majorité de gauche était empêchée d'agir, tout craquerait puis exploserait.*

S'opposer à la politique économique imposée depuis 2010 dans la zone euro – déflation salariale, réduction à marche forcée des dépenses publiques, sous-investissement, casse des protections sociales et des droits des salariés, décentralisation des négociations collectives. Cette politique a appauvri les salariés en réduisant les dépenses publiques, au détriment des vastes besoins d'investissements publics dans la recherche et l'innovation, la transition énergétique, la robotisation, l'amélioration des infrastructures de santé et d'éducation, de transport.

La nouvelle Union sera dotée d'un budget fédéral substantiel capable de résorber les divergences économiques, sociales et financières entre ses États-membres.

Retirer les investissements d'avenir des critères du pacte de stabilité. La dette publique ne doit pas peser sur les capacités publiques d'investissement. Nous ferons un audit public de la dette et nous refusons le TSCG. Une conférence européenne est nécessaire pour restructurer les dettes odieuses et insoutenables, dont celle de la Grèce.

La Confédération européenne des

syndicats le dit : « L'Europe a besoin d'augmentations salariales ». Nous ajoutons qu'elle a besoin qu'il n'y ait pas de salaire supérieur à 20 Smic. Il faut un véritable Smic européen et la défense intransigeante du principe « à travail égal salaire égal ». Et pas seulement net, mais brut aussi. Nous refuserons unilatéralement d'appliquer la directive discriminatoire sur les travailleurs détachés. Il faut mettre en place un fonds européen financé par des cotisations, dont le but est de favoriser la convergence sociale vers le haut dans les nouveaux États-membres.

Pour l'harmonisation sociale par le haut, nous obligerons les multinationales qui ont leur siège en France à mener des négociations collectives de branche à l'échelle européenne.

Nous mènerons le combat contre l'évasion et la concurrence fiscales au sein de l'UE. Nous défendrons avec force le projet d'harmonisation de l'assiette de l'impôt sur les sociétés débattu à Bruxelles.

Pour changer l'Union européenne, le premier ennemi à combattre est chez nous, avec Macron. C'est Macron qui est le chef de file des politiques antisociales en Europe. La question n'est pas prioritairement de restaurer la souveraineté nationale face à l'Union Européenne, c'est de nous défendre de la politique ordo-libérale de Macron. C'est ainsi que se construira le rapport de force dans toute l'Europe en mettant en échec le néolibéralisme dans le deuxième État-membre le plus important de l'UE. Ce que nous mettrons en œuvre en France (salaires, retraites, droit du travail, impôts, services publics) aura des conséquences sur les choix de tous les autres pays de l'UE.

Pour sauver l'Europe, il faut être actifs, pas passifs. Il faut être dynamiques, pas attentistes. À sa petite échelle, le Portugal a montré comment on pouvait bousculer la politique d'austérité de l'UE.

Prendre le plus vite possible toutes les mesures qui relèvent des politiques menées par les États-membres générera une dynamique de transformation sociale. Alors le changement des traités s'imposera pour démocratiser l'UE et lui donner toute la dimension sociale qui lui manque aujourd'hui.

Toute l'Union européenne et, en tout premier lieu, les pays de la zone euro devront nécessairement rediscuter pour éviter une nouvelle crise financière.

Le pivot institutionnel de l'UE doit devenir le Parlement européen élu au suffrage universel, avec le pouvoir d'initiative législative et le pouvoir de nomination et de révocation de tous les responsables exécutifs européens – des

Commissaires aux membres du comité exécutif de la Banque centrale européenne. Le Parlement devra co-légiférer avec le Conseil des ministres sur l'ensemble des questions. Dans la nouvelle Union, le principe de subsidiarité aura une large place. Les États-membres disposeront de deux types de garanties :

1- Dans tout État-membre, le droit social européen ne s'appliquera que s'il est plus favorable aux salariés que le droit national (principe de faveur, respect des conventions collectives).

2- Les compétences de l'Union européenne seront des compétences d'attribution, énumérées limitativement. Toutes les autres compétences relèveront du niveau national.

Cette Union accueillera dignement les migrants, agira pour le désarmement et la paix dans le monde, mettra en place une éducation égalitaire de haut niveau et luttera contre le basculement climatique dont dépend l'avenir de la vie humaine sur la planète.



Préserver la planète et renouer avec le progrès social

Propositions de Nouvelle Donne

Depuis le tournant néolibéral des années 80, l'Europe est devenue un espace de concurrence et de dérégulation. Nouvelle Donne propose des solutions concrètes pour atteindre **2 objectifs prioritaires** : préserver la planète et renouer avec le progrès social. Voici certaines mesures.

Préserver la planète

Le Pacte Finance-Climat, soutenu par Nouvelle Donne et de nombreuses associations, (voir <https://climat-2020.eu/>)

- propose de « flécher » **la création monétaire de la BCE** pour qu'elle aille vers l'économie réelle et finance, dans tous les États membres, les économies d'énergie et le

développement des énergies renouvelables

- et de lutter contre le dumping fiscal européen, en créant une **Contribution Climat de 5 % sur les bénéfiques**, ce qui dégagerait chaque année plus de 100 milliards pour financer la transition énergétique en Europe et augmenter très nettement l'aide aux pays d'Afrique et du pourtour méditerranéen.

Sortir de l'austérité et faire avancer l'Europe sociale

- par le refinancement par la BCE de la « vieille dette des Etats » à 1 %

certes, la BCE n'est pas autorisée à prêter aux Etats-membres, mais elle peut prêter aux organismes publics de crédit (article 21.3 du statut du système européen des banques centrales) et aux organisations internationales (article 23 du même statut), et peut donc prêter à la Banque européenne d'investissement (BEI) ou à la Caisse des dépôts qui, à leur tour, pourront prêter aux Etats à des taux très bas pour le refinancement de leur vieille dette,

- par la récupération de l'argent de la fraude et de l'évasion fiscale

en refusant l'accès aux marchés publics aux entreprises utilisant les paradis fiscaux,

en obligeant les banques à transmettre systématiquement leurs informations, sous peine d'interdiction d'activité sur le territoire européen (suivant le même modèle que le FATCA américain),

et en réglementant strictement (avec sanction pénale en cas de triche) les prix de transfert entre sociétés d'un même groupe situées dans des pays différents, qui sont tentées de tirer profit des disparités fiscales nationales,

- par la négociation d'un Traité de l'Europe sociale imposant 5 critères de convergence sociale :

Taux de chômage inférieur à 5%

Taux de pauvreté inférieur à 5%

Taux de mal-logés inférieur à 3%

Taux d'illettrisme à l'âge de 10 ans inférieur à 3%

Aide publique au développement supérieure ou égale à 1% du PIB

- par la création d'un salaire anti-dumping social : toute entreprise qui délocalisera dans un pays de l'UE où le salaire minimum est inférieur à celui de son pays d'origine sera tenue d'y appliquer un salaire minimum au moins égal à la moyenne des deux.

- par l'assignation à la BCE d'un objectif de plein emploi, comme c'est le cas pour la FED, la Banque centrale américaine.

Pour mettre en oeuvre ces mesures, un sursaut démocratique est nécessaire

Nouvelle Donne souhaite une Europe dotée d'un **régime parlementaire**, où l'essentiel du pouvoir est confié à un gouvernement issu du vote des Citoyens pour le Parlement européen, comme l'avait proposé Joschka Fischer en 2000.



Et pour connaître l'ensemble des propositions de Nouvelle Donne, rendez-vous sur :

<https://www.nouvelledonne.fr/notre-programme/>

| Qu'est-ce que DiEM25 ?



DiEM25 est un mouvement pan-européen de démocrates par-delà les frontières.

Nous pensons que l'Union européenne est en train de se désintégrer. Les Européens ont perdu confiance en la possibilité d'apporter des solutions européennes aux problèmes européens. A l'instant même où la confiance dans l'UE est en déclin, nous sommes témoins de la montée de la misanthropie, de la xénophobie et d'un nationalisme toxiques. Si nous ne mettons pas fin à cette évolution, nous craignons un retour aux années 1930. C'est pourquoi nous nous sommes réunis, et ce malgré nos diverses traditions politiques -verts, gauche radicale, social-démocrates- afin de refonder l'Europe. L'UE doit devenir un espace de solidarité, de paix et de démocratie partagées pour tous les Européens. Nous devons agir rapidement, avant que l'UE ne se désagrège.

DIEM25 a été fondé en 2016 et compte environ 67000 adhérents, dont 8000 en France. Son fondateur, Yanis Varoufakis, ex-ministre des Finances de la Grèce à l'époque de la crise, a vécu de près la violence, le cynisme et l'incompétence des institutions européennes, et s'est engagé à créer un mouvement paneuropéen pour construire une alternative démocratique, écologique et sociale.

Dans l'ébullition militante que l'on vit en France actuellement, nous estimons qu'en proposant une perspective transnationale, nous pouvons apporter une plus-value européenne à la fédération des luttes. Nos groupes locaux tissent des liens avec les mouvements politiques progressistes et participent notamment au réseau « Passerelles ».

On a souvent tendance à sous-estimer ce que nous apporte l'Union Européenne. Nous pensons que sa disparition – et le risque est réel – serait source de régressions importantes dans beaucoup de domaines. Par contre, l'UE est sévèrement dysfonctionnelle, antidémocratique et peu transparente dans son fonctionnement. En plus, elle est captée par l'idéologie ordolibérale, avec ses mots d'ordre d'austérité permanente et d'aliénation des communs par de la privatisation des services publics.

Nous sommes convaincus de la nécessité de la refonder, en lançant un processus qui aboutirait à une Assemblée Constituante en 2025 – c'est le « 25 » de notre nom.

Cependant, nous ne pouvons attendre l'aboutissement de ce processus : il nous faut créer maintenant un rapport de forces au niveau européen, en bousculant les limites des institutions actuelles. Notre programme <https://diem25.org/new-deal-europeen/> décrit ce qu'on peut faire sans attendre. Nous proposons notamment l'investissement vert pour préparer l'avenir et la création d'un dividende minimum universel –similaire à un revenu de base– pour partager les revenus du capital.

Parallèlement à l'échelle européenne, DiEM25 promeut la notion de démocratie directe au niveau local : municipalisme, c'est-à-dire la gestion des biens communs par les citoyens, organisés localement en dehors d'une logique de partis politiques nationaux. Et ce n'est pas un hasard si les maires de plusieurs villes gouvernées sur ce modèle sont membres de DiEM25 : notamment Ada Colau à Barcelone, Luigi de Magistris à Naples, et Nathalie Perrin-Gilbert du premier arrondissement de Lyon. On peut noter que ceux-ci n'hésitent pas à outrepasser leurs rôles, tels que définis par leurs Etats respectifs, à l'occasion : par exemple, en matière d'expropriation d'appartements vides ou d'accueil de migrants. C'est l'illustration de la notion de « désobéissance constructive », qui est un principe de base de DiEM25 et que nous souhaitons appliquer à l'échelle européenne.

Dans l'optique des élections européennes de 2019, nous avons l'intention de lancer ou de soutenir des listes dans un maximum de pays. DiEM25 existe en tant que parti politique dans plusieurs pays : par exemple, MERA25 en Grèce, Bundnis DiEM25 en Allemagne – et ailleurs, nous tissons des alliances sur un programme commun, unique pour toute l'Europe. En France, le mouvement Génération.s a adhéré à cette démarche, et d'autres partis et groupes réfléchissent à nous rejoindre.

Plus de 60 organisations, petites et grandes, ont dans le respect de chacune rassemblé leurs forces. Nous avons réussi à créer une dynamique avec une très large participation citoyenne. Saluons en particulier les cheminots engagés depuis plusieurs semaines dans la grève. Saluons aussi tous les manifestantes, membres ou non d'organisations, toutes les luttes qui nous ont rejoints et qui ont rendu cette marée vraiment populaire. Nous comptons des manifestations dans plus de 200 villes en France, qui chaque fois ont rassemblé une très grande diversité de mouvements. A Paris, nous sommes plus de 80 000 manifestant.es et dans toute la France, plus de 280 000 manifestant.es.

Nous avons voulu une manifestation pacifique, joyeuse et festive, dans un cadre unitaire inédit...

à la hauteur des enjeux auxquels nous faisons face : une transformation profonde de la société française selon les canons du néolibéralisme. Car voilà au fond le « business model » d'Emmanuel Macron : finir le travail de ses prédécesseurs pour soumettre pleinement la France au capitalisme financier mondial et servir ainsi les « premiers de cordée ».

Nous ne sommes pas dupes du marketing qu'Emmanuel Macron a déployé : il se voulait en même temps de gauche et de droite, il applique en fait une politique dont rêvait la droite réactionnaire et néolibérale. Il se proclamait grand défenseur des droits individuels, il n'hésite pas à les remettre en cause, en réprimant de façon tout à fait indigne les migrant.es. Il s'est voulu grand défenseur du climat et de la planète, il n'a pourtant cessé de reculer sur la protection de l'environnement.

Il fait croire qu'en mettant en place une fiscalité profondément injuste, en récompensant les « premiers de cordée » et en punissant les « fainéants », la richesse ruissellera spontanément du haut vers le bas, alors que c'est un torrent financier qui monte vers les plus riches. Et singeant l'efficacité d'un manager omnipotent à la tête de « l'entreprise France », il détruit, méthodiquement, les droits sociaux.

Pour imposer son business model, ce président des ultra-riches a une méthode. Imposer rapidement, brutalement, une cascade de mesures conséquentes : il détruit les droits des salarié.es comme des sans emplois, il met à bas la protection sociale, avec dans le viseur les retraites et l'assurance chômage, il appelle à une « société sans statut » qu'il qualifie de « post salariale », il renforce la ségrégation dans les universités ou pour accéder à la justice, il casse les services publics et tout ce qui permet de partager la richesse, il privatise et précarise le logement, il coupe les subventions aux associations, par exemple celles qui viennent en aide aux femmes alors qu'il avait annoncé

l'égalité femmes/hommes grande cause du quinquennat, il donne des gages aux multinationales en multipliant les accords de libre-échange, il fait entrer dans le droit commun les dispositions de l'état d'urgence, il réprime les mouvements sociaux et des jeunes des quartiers populaires, il bâillonne les lanceuses et lanceurs d'alerte, et il engage la France dans une spirale de tensions et d'interventions militaires.

Il fait le pari de casser toute résistance. Mais il faut faire échouer ce pari ! Déjà, les mobilisations se multiplient : cheminots, universités, hôpitaux, pour les services publics, pour les droits des migrants, pour une transition écologique et sociale à Notre-Dame-des-Landes ou ailleurs... Le

gouvernement espérait néanmoins que toutes ces mobilisations restent isolées, qu'elles s'épuisent d'elles-mêmes ou sinon, que le gouvernement puisse les réprimer sans trop de dommage politique. Mais déjà, des initiatives de solidarité se développent, en soutien des grévistes, des retraité.es, des étudiant.es, des zadistes...

Nous sommes toutes et tous ici parce que la politique du gouvernement a des conséquences graves et durables. Parce qu'elle est inacceptable pour les féministes, les écologistes, les minorités discriminées, pour les jeunes, les chômeurs, chômeuses et précaires, pour les partisans de la justice sociale, pour celles et ceux qui défendent des services publics de qualité, les libertés démocratiques, les droits des travailleurs et des travailleuses.

Le nouveau monde, celui que nous espérons, celui qui permettra une transition écologique, sociale et démocratique, n'est pas celui d'Emmanuel Macron, qui ne fait que reprendre les pires travers de l'ancien monde.

Le combat pour faire advenir ce nouveau monde est de longue haleine. Mais le succès d'aujourd'hui nous fait dire : nous allons le continuer, plus déterminé.es que jamais !



| A propos de la situation sociale et politique

Au sein du collectif Passerelles, les échanges vont bon train sur la situation sociale et politique. Pour ce bulletin, 4 camarades qui animent le collectif national ont répondu à nos questions. Jean Claude Branchereau (militant de la Gauche Démocratique et Sociale, syndicaliste), Michel Jallamion (militant de République et Socialisme et de la Convergence de défense des Services Publics), Jean Pierre Lancry (militant EELV, syndicaliste...), Jean Claude Mamet (militant d'Ensemble!, syndicaliste).

1°) Depuis le début de l'année, plusieurs mobilisations sociales très majoritaires et unitaires ont surgi, alors que la lutte interprofessionnelle sur les ordonnances Macron avait été difficile. Tous les secteurs liés aux politiques publiques sont impactés : santé, EHPAD, Fonction publique, Air France, Carrefour, étudiant.e.s, Poste, orientation scolaire et professionnelle, et bien sûr cheminot.e.s, au cœur de l'affrontement contre Macron. ***Est-ce qu'une convergence interprofessionnelle est possible ? Sinon qu'est-ce qui l'empêche ? La lutte des cheminots est décisive pour le rapport des forces global et pour l'avenir (retraites). La tactique de grève choisie a fait débat mais semble efficace. Est-ce le seul élément du rapport de force ? Que faudrait-il pour améliorer le soutien à la lutte dans « l'opinion publique » ? Comment agir pour la solidarité ?***

Jean-Claude Mamet - La somme des luttes montre qu'un lien parcourt souterrainement la société : « Ce monde-là, on n'en veut pas ». Nous pourrions ajouter les multiples micro-luttes invisibles, la demande écologiste, ou l'intérêt grandissant à mettre en cause le travail sous domination libérale, et à chercher une perspective émancipatrice : se libérer du carcan de la subordination, s'approprier la richesse commune.

En 2016, le refus de la loi Travail avait pris une dimension politique contre le quinquennat à bout de souffle de F. Hollande, contraint de quitter la scène. Mais cette « politisation du travail » n'a pas été assumée pendant la campagne présidentielle (sauf l'impasse du « revenu universel »), notamment par l'intersyndicale de 2016. L'élection de Macron a donc produit une rupture de continuité, et un déphasage du syndicalisme. Les ordonnances se sont imposées. Macron a été vite perçu comme « injuste », mais la cohérence de sa politique contre tous les statuts du travail et pour la concurrence des « meilleurs », n'a pas encore franchi un cap suffisant. Macron profite de cette hésitation collective pour s'attaquer au statut des

cheminots. La grève est forte. D'autres grèves reconductibles (fonction publique ?) seraient une aide formidable. Mais c'est aussi une confrontation politique qui se joue pour imposer un autre imaginaire que celui du marché du transport en Europe, ou de la gestion concurrentielle des politiques publiques. Or, à la SNCF ou dans les autres services publics, les syndicats et les salarié.e.s mobilisé.e.s ont des idées. C'est une caractéristique grandissante des mouvements sociaux contemporains face au masque « totalisant » du libéralisme. **Ces alternatives, encore latentes, doivent pouvoir accéder à l'expression politique nationale : « Nous savons comment faire pour le rail, pour les hôpitaux, pour l'accès à l'université ». Il faut parvenir à faire décoller ce débat public. C'est décisif pour sortir gagnant des conflits, étape nécessaire pour mettre en cause frontalement le macronisme et son monde.**

Michel Jallamion - Ce qui se joue en ce moment est le basculement d'une société de la solidarité vers une société du chacun pour soi. Cet enjeu devient de plus en plus visible, de plus en plus omniprésent.

La première conséquence en est la large unité syndicale sur le temps long dans de nombreux secteurs menacés comme celui de la Fonction Publique où l'unité a lieu depuis le 22 mars et l'a été encore le 22 mai.

Cette unité est un cri d'alarme nécessaire à la mobilisation massive des salariés et de l'opinion publique qui savent le mal que l'on a pour l'obtenir cette unité.

Il faut que la mobilisation des salariés suive dans la durée, dans les moments de doute et de difficulté. C'est le cas chez les cheminots et à Air France. Mais pour l'instant il ne s'agit que de secteurs. Nous sommes encore loin d'une lutte interprofessionnelle concrète.

Actualité sociale

Où en est le rapport de force réel donc ?

L'ensemble du secteur public se mobilise avec plus ou moins de succès car ce qui est menacé c'est le lieu de travail, les missions exercées et leur sens (Poste, rail, orientation scolaire et formation professionnelle, ONF, éducation, pôle emploi, CPAM, hôpitaux, ...). Les précaires et les chômeurs tentent également d'alerter l'opinion publique. Les retraités se mobilisent ainsi que le milieu associatif assommé par la fin des emplois aidés.

Cela montre l'ampleur de l'attaque mais crée aussi un sentiment d'impuissance.

La faiblesse de l'audition des mobilisations est-elle un problème à l'unité ? Pas nécessairement car elle peut être recherchée pour se faire entendre. Le cadre d'Action publique 2022 pourrait le permettre puisque qu'il impacte l'ensemble des services publics et des solidarités à commencer par la Sécurité Sociale.

La bataille médiatique fait partie du rapport de force. Elle est compliquée avec une propagande digne de la première guerre du Golfe (cf le camembert rouge sur BFM et le peu de cas fait du référendum d'Air France gagné, véritable coup de tonnerre). Les réseaux sociaux peuvent-ils compenser cet impact ? Seulement s'il nous permette d'aller au-delà de notre sphère d'influence ce qui est trop rarement le cas.

Si la compréhension de la grève est plus grande que ce qui transparaît à la télévision, la bataille de l'opinion publique n'est pas gagnée. Comment faire ? Beaucoup de travail est déjà fait. Peut-être faut-il profiter de l'été pour faire des débats à ciel ouvert dans les squares et les cafés, sur les marchés et les places... quitte à se réunir à 20 ou 30 et débattre autant le faire aux yeux de tous et accepter de se faire engueuler. J'ai été étonné de discussions entre usagers et postiers aux abords de Bureaux de Poste menacés : les usagers sont souvent étonnés de constater que la factrice, le facteur dénonce les mêmes problèmes qu'eux. Multiplier des lieux de confrontations entre usagers et fonctionnaires pourrait peut-être aider. Mais il n'y a pas de solutions miracles. **Ce que nous devons reconquérir c'est l'irrigation des quartiers populaires, un idéal ou au moins un dessein, la pensée et le débat politique, la formation... faire au 21ème siècle malgré les problèmes**

d'éclatement des lieux de travail, d'individualisation du temps de travail, de télétravail... ce qu'avait su faire le mouvement ouvrier avec ses colonies de vacances, ses coopératives, son soutien scolaire...

Nous devons forger des outils et des habitudes (collectifs, comités et structures divers) pour la lutte actuelle ET pour que demain nous puissions accomplir cela. Le culte de l'immédiateté médiatique nous empêche depuis fort longtemps d'y œuvrer. Lutter ici et maintenant tout en préparant des lendemains qui chantent.



Jean-Claude Branchereau

- Les luttes qui se développent témoignent d'attentes sociales fortes. C'est leur première caractéristique. C'est notamment le cas

pour les Ephad, les hôpitaux, Air France, la fonction publique ... La question des salaires est présente dans le public comme dans le privé. Le résultat du référendum à Air France est porteur d'une signification très forte. Initié par la direction, il s'est traduit par un refus de 55% des salariés d'accepter l'accord proposé par la direction.

Il y a aussi des luttes défensives contre les suppressions d'emplois, contre l'ouverture à la concurrence de la Sncf et la casse du statut.

Elles ont en commun de se heurter à la logique néo-libérale du gouvernement Macron. Elles ont ainsi une dimension politique. Au sens où les garanties collectives qu'elles revendiquent se fracassent sur le mur de la réduction des services publics, de la casse du droit du travail et des statuts.

De ce point de vue une convergence est nécessaire. C'est une question de rapport de force. Mais pour que cette convergence soit possible elle suppose de rassembler plusieurs conditions.

La première condition de la mobilisation tous ensemble c'est l'unité. **L'unité syndicale d'abord. Celle-ci suppose un accord sur des propositions partagées.** A la fois en terme de résistance mais également en terme de propositions et même de projet.

Actualité sociale

Une des difficultés, en particulier vis-à-vis de l'opinion publique, c'est la dégradation continue des services publics. Cette dégradation vient des politiques menées ces 30 dernières années, des privatisations, des suppressions d'emplois, du manque d'investissements...

Alors qu'ils en sont responsables les gouvernants tirent argument des dysfonctionnements du service public pour mieux le disqualifier. Il y a donc une bataille idéologique à mener. Mais cette bataille doit **s'appuyer sur des propositions de nouveaux services publics, d'une révolution de ceux qui dysfonctionnent afin de leur permettre un saut qualitatif majeur.**

C'est vrai pour le rail, les finances, la Poste, la gestion de l'eau et de l'énergie, la santé etc ...

Ces propositions alternatives, soutenues unitairement, c'est la seconde condition à une lutte tous ensemble. Et ces propositions doivent faire l'objet d'un débat public avec la participation des usagers. À l'heure de grands enjeux financiers, écologistes il faut également que les projets de développement des services publics intègrent une dimension européenne.

La troisième condition c'est qu'apparaisse une alternative politique et que cesse donc le morcellement à gauche. C'est une question de volonté politique.

Jean-Pierre Lancry - Le macronisme révèle progressivement son vrai visage de présidence des riches, sûr de sa vérité, fort en verbe et en culture mais incapable de comprendre la vie quotidienne des couches populaires et des classes moyennes.

La convergence des luttes ne se décrète pas, elle suppose des initiatives, des critiques et des propositions en phase avec l'opinion majoritaire qui veut des services publics de qualité partout et pour tous et toutes mais constate aussi que le monde change, qu'il y a des évolutions et des investissements à faire pour améliorer les services de transport, de santé...

Trop souvent les salariés, jeunes, chômeurs qui sont aussi usagers des « communs » se laissent intoxiquer par la facilité de l'intox de grands

medias et pseudos spécialistes sur des dissimulations, des contre-réformes qui ne conduiraient qu'à la dégradation généralisée de leurs conditions de vie.

Comment rendre crédibles nos propositions syndicales et politiques ?

En étant unis dans les mobilisations, à la fois résistants et propositionnels, en dépassant les cartels et surtout la logique de compétition entre forces politiques et aussi entre forces syndicales pour des élections diverses ; alors que tous prétendent travailler pour une société de coopération et de solidarités.

En commençant à vivre aujourd'hui dans nos formes de vie, d'économie et de luttes la société du bien vivre que nous voulons pour tous demain. Avec de la non violence active, du rêve et de la fête pour de nouveaux récits du vivre ensemble sur notre petite planète.



2°) Autour de ces luttes et en soutien à leur succès, des évolutions ont eu lieu dans le paysage social, syndical, politique. Un groupement des forces politiques de gauche s'est constitué (12 organisations). Il y a eu la manifestation réussie «La Fête à Macron» du 5 mai à l'initiative du député F. Ruffin, avec des syndicats, des associations, des initiatives citoyennes dans tout le pays, et les forces politiques. Un Collectif national s'est ensuite mis en place incluant la confédération CGT, Solidaires, de multiples associations, et un grand nombre de forces de gauche, pour préparer une « marée populaire » le 26 mai. **Est-ce une situation nouvelle pour construire une alliance sociale et politique de lutte ? Pour dépasser la séparation du « social » et du « politique » ? Pour permettre une unité de type nouveau contre le pouvoir en place ?**

Actualité sociale

Jean-Claude Mamet - La présidentielle de 2017 a donné, comme toujours, aux forces politiques le premier rôle dans le débat public. C'est particulièrement vrai en France avec la monarchie républicaine adulée par Macron et la concurrence permanente des « leaders ».

A l'automne 2017, il y avait à la fois un syndicalisme décontenancé par un pouvoir exécutif offensif, et une capacité potentielle à mobiliser à gauche. La manifestation du 23 septembre 2017 a montré ce potentiel, mais aussi les limites de la puissance subversive, si la jonction ne se construit pas en bonne intelligence avec le mouvement social et syndical, et si le pluralisme n'est pas au rendez-vous.

C'est tout l'enjeu des initiatives communes de mai 2018 que de pouvoir franchir un cap pour un front social et politique convergent. Les mouvements sociaux, le syndicalisme, à l'opposé du verticalisme à sens unique de Macron (qui déplait même à la direction CFDT) sont porteurs d'une forte dimension d'intérêt général, c'est-à-dire de projets bénéfiques pour le « vivre ensemble », ou pour une république sociale ouverte.

Les forces politiques ont également le droit et le devoir de s'intéresser aux « questions sociales ». Comment inventer un espace, une agora, où les apports des uns et des autres se confrontent, se mutualisent, et font force commune sur des sujets débattus conjointement ? Ce n'est pas facile.

Il faut vraiment sortir des traditions hiérarchiques du 20ème siècle. Avec Nuit Debout 2016, avec la manière dont la marche du 5 mai s'est construite par assemblage d'expériences militantes très diverses, on voit bien qu'une partie de la population cherche le renouvellement des luttes et de l'expression politique.

L'implication de la CGT et de Solidaires, et de la FSU, dans la « marée humaine » du 26 mai est un pas de plus vers une nouvelle forme d'unité populaire, qui nécessite un pluralisme accepté de tous les côtés : syndical, associatif, politique, citoyen.

Michel Jallamion - A coup sûr la mobilisation du 26 mai est un élément nouveau car les organisations syndicales (CGT FSU Solidaires) appelaient en tant que telles. Il y a eu tout de

même des précédents comme la grande manifestation des services publics à Paris mais cela remonte à plus de 10 ans... mais aussi Guéret en 2005 et 2015.

Ce qui est vraiment nouveau c'est que cette mobilisation populaire côtoie des intersyndicales extrêmement larges et a eu lieu en parallèle de la volonté des 12 partis de gauche de s'unir dans la lutte face à Macron. C'est totalement inédit. Est-ce que la résonance a amplifié le phénomène du 5 mai ? Une chance réelle existe de débordement du cadre dans lequel Macron veut nous contraindre : celle d'une gauche archaïque ne vivant pas avec son temps coupé de la population. A nous de lui démontrer le contraire. Il faut mettre toutes nos forces dans cette bataille et il faut tout faire pour préserver des cadres unitaires.

Les dernières présidentielles nous ont montré jusqu'où la division pouvait nous conduire. Il serait grand temps que l'union de la gauche, refondée, rénovée, revienne sur le devant de la scène. Sans quoi, comme le disent les cheminots de Rouen : à force de tout privatiser, nous serons privés de tout !

Jean-Claude Branchereau - De fait, le mouvement social a contraint les forces de gauche à se rassembler. Cela a été les déclarations de 12 organisations de gauche, la rédaction par une partie d'entre elles des grandes lignes d'un projet alternatif sur le transport ferroviaire. Puis il y a eu le 5 mai et le 26 mai.

La construction d'une unité entre forces syndicales, associatives, politiques est un élément nouveau de la situation. Il est très important car il permet de dépasser des clivages installés dans la société française. Mais cette dynamique réelle qui prend des formes concrètes sur le terrain est en même temps fragile. Les arrières pensées liées aux futures élections européennes, les volontés d'hégémonie des uns ou des autres, les suspicions qui demeurent constituent autant de faiblesses.

Consolider les avancées des dernières semaines est donc nécessaire. C'est nécessaire en premier lieu pour renforcer unité d'action et unité de propositions.

Actualité sociale

Si une marée populaire dévalait à compter du 26 mai, il faudrait à la fois organiser l'action, prévoir de nouvelles échéances, élargir encore la mobilisation. Mais il faudrait également être en capacité de revendiquer la gestion des affaires, la possibilité d'une autre réforme du ferroviaire, d'un autre développement du secteur public.

En réalité les deux se nourrissent. **C'est parce qu'une perspective unitaire et alternative existera que la marée populaire s'amplifiera car cela donnera confiance. Et c'est parce que le mouvement social est là que l'unité et les réponses communes peuvent et doivent apparaître.**

Cette perspective suppose mobilisation de terrain, comités locaux, mais aussi projet alternatif partagé, discuté avec la population, véritable débouché politique. Ce dernier ne peut pas se formaliser sous forme d'un accord d'appareils au sommet. Mais il ne peut pas non plus procéder de la génération spontanée. Il faut réapprendre la dialectique du débat et de l'action. Beaucoup de propositions débattues ces dernières années peuvent faire accord. Il faut les lister et les mettre en débat partout. C'est d'abord une question de volonté politique pas un problème d'élaboration.

C'est ainsi que les luttes seront encouragées, que les propositions syndicales pourront être débattues et que sera construit un débouché politique alternatif. C'est ambitieux certes. Mais c'est urgent si nous voulons stopper Macron.

Jean Pierre Lancry - Ces convergences syndicales, associatives et politiques sont nouvelles et importantes. Mais c'est un point de départ, il faut aller beaucoup plus loin pour peser plus et mieux sur les contradictions d'un projet

qui a sa cohérence mortifère : entre salariés et consommateurs qui votent tous les jours par leurs achats, entre syndicats et associations de chômeurs, entre associations, syndicats, forces politiques et professionnels et ONG dans le respect du champ d'intervention et de l'indépendance de chacun.

Des expérimentations existent dans le champ des coordinations associatives, intellectuelles, avec les ZAD, l'économie solidaire, les initiatives culturelles, artistiques, médiatiques alternatives. Elles doivent trouver un relai dans un champ politique en recomposition où la forme-parti est à la peine mais où les nouvelles formes verticales et numériques ne sont pas non plus suffisantes au sursaut citoyen.

De même de nouveaux lieux trans-syndicaux, éco-syndicaux et altermondialistes sont à créer pour jeter des passerelles, construire des convergences solides, inventer de nouvelles réponses à de nouvelles situations de travail et de vie.

L'histoire syndicale et politique nous montre ces revues et groupes qui, dans d'autres périodes de métamorphose et de mutation, ont jeté les bases de l'avenir. Enfin, dans la société en réseau, du local au terrestre, nous devons inventer de nouvelles formes de débat, de lutte et d'organisation qui actent les consensus et inventent les solutions de demain par synthèse féconde de nos différences d'approche d'aujourd'hui.

Notes de lecture

Cette rubrique n'engage que ses auteurs successifs. Elle a pour objet d'éclairer nos volontés de renouveler les analyses, les formes de luttes et d'organisation pour contribuer à construire la nouvelle alternative sociétale, écologique et populaire. A chacun et chacune de s'y mettre, de manière concise et conviviale. On peut réagir sur les notes dans les numéros suivants, de manière courte.

Notes de lecture

Capitalisme financier, nouvelles alliances et formes de luttes

L'Etat-providence, le compromis fordiste, un emploi pour la vie, le lieu de résidence à côté de l'usine, le patronat identifié et "sous la main"... C'était avant-hier.

Désormais le capitalisme est ultra-financiarisé, mondialisé et souvent opaque, complexe et changeant. Le salaire, les conditions de travail, l'emploi ne sont plus seulement conditionnés par le rapport de force social dans le retour sur la vente des produits et services mais aussi et surtout par les exigences des actionnaires et la valeur de l'action sur les places mondiales à l'instant T. Même la rémunération des managers en dépend avec les stock options. Les nouveaux managers doivent être "compétitifs" et répondre aux exigences continues des marchés financiers ; la compression de la masse salariale, l'utilisation de techniques plus polluantes mais moins coûteuses, la sous-traitance qu'on presse comme un citron mais dont on refuse de voir les pratiques, le relâchement des contrôles qualité, les détournements de réglementation et "l'optimisation fiscale"... Tout est bon à condition que cela ne revienne pas trop dans le champ des médias et des consommateurs pour mettre en cause alors la réputation de la marque... et fasse chuter sa valeur en bourse. Salariés et consommateurs, ayant, au départ des intérêts divergents, les uns défendant leur entreprise, ses produits et les autres leur pouvoir d'achat, leur santé, la qualité, peuvent construire des convergences : lanceurs d'alerte, boycott,

recours collectif en justice peuvent devenir des armes partagées.

Le commerce équitable, l'investissement éthique, les mobilisations territoriales... peuvent devenir des armes décisives. Nous n'avons pas la place ici de développer mais il suffit de citer les ZAD ou la mobilisation mondiale à l'initiative de la tribu Sioux de Standing rock (contre un oléoduc), ou les 5 000 milliards de dollars désinvestis sur les énergies fossiles en 15 mois dans 76 pays dont la Société Générale en France pour un projet de mine de charbon.

La crise de la démocratie, des projets d'alternative politique, du syndicalisme sont liés à ces phénomènes :

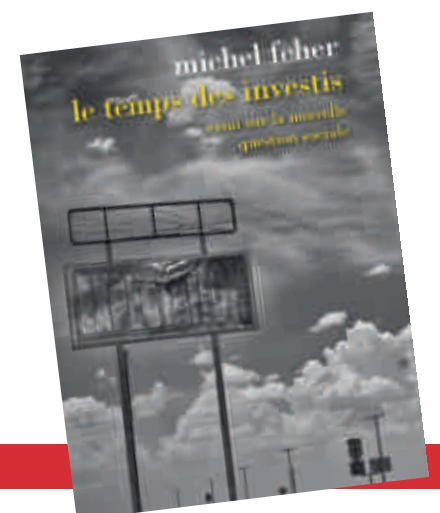
- les Etats financent de plus en plus leurs dépenses d'intérêt général par l'emprunt sur les marchés obligataires plutôt que par l'impôt et rendent tous les jours des comptes aux financeurs et seulement de temps en temps aux électeurs,
- la crise des subprimes a montré jusqu'à la caricature, que les Etats et les banques incitent les citoyens à emprunter pour vivre et consommer et même au-delà du raisonnable ; alors les Etats sauveront les banques...avec l'argent des citoyens !

Alors commencent à s'organiser des mobilisations permanentes de politiques, syndicalistes, écologistes, associatifs, citoyens contre la finance : Occupy Wall Street, les mouvements sur les loyers et les expulsions en

Espagne... Strike Debt aux USA pour annuler les dettes étudiantes notamment. Les audits de la dette en France...

Les actionnaires poussent les entreprises à se reconcentrer sur "leur cœur de métier" en externalisant et sous-traitant mais aussi en segmentant en modules autonomes... dont on se sépare facilement même si c'est rentable mais qu'on gagne plus à court terme autrement ! Cela crée des conditions nouvelles de résistance des travailleurs et de nouvelles formes de lutte à inventer.

Par ailleurs se développent en cohérence le précaire généralisé, l'auto-entrepreneuriat et l'ubérisation. Ce n'est pas par hasard que Macron remette en cause le droit du travail tout en voulant donner des droits aux indépendants et en s'attaquant aux fonctionnaires soit-disant privilégiés. L'objectif est que chacun devra avoir un "capital de réputation" dans une relation individuelle et commerciale de fournisseur à demandeur de prestation. D'où le contournement des corps intermédiaires dont les syndicats. Et éventuellement avec des droits individuels et même en nous aidant à valoriser nos potentiels... Un territoire local, régional, national devient compétitif pour les financiers en fonction de la "valeur du capital humain par habitant" et des infrastructures disponibles et gratuites.



Notes de lecture

Habitants, salariés, consommateurs d'un territoire nous pouvons, ensemble, peser sur l'image des entreprises, leur responsabilité sociale et environnementale, les conditions d'un capital humain disponible...

Enfin, dernière piste dans cette trop courte/trop longue note : les travailleurs « ubérisés » se tournent vers les tribunaux pour se faire reconnaître comme salariés comme premier réflexe défensif mais savent qu'ils tueraient ainsi leur donneur d'ordre et se tournent ultérieurement vers l'organisation en coopératives inter-dépendantes se faisant mutuellement de la publicité. C'est l'hotel du nord à Marseille, la plateforme allemande Fairmondo ou les taxis de Denver.

En espérant vous avoir mis l'eau à la bouche pour vous jeter sur le livre de **Michel Feher « le temps des investis » essai sur la nouvelle question sociale** Editions de la Découverte. Et susciter de nombreuses réactions, échos, prolongements, critiques...

Jean Pierre LANCRY, éco-syndicaliste altermondialiste

Macron ou la casse sociale

Il y a beaucoup de livres sur Macron, mais celui là va au fond des choses. Il décortique la politique du personnage. Vous y trouverez notamment un «manuel» explicatif contre les «ordonnances» anti-travail comme aucun autre ailleurs.

Macron l'a dit lui même «il s'est imposé par effraction»... «fruit d'une violence de l'histoire». Ce n'est pas le fruit de la démocratie. C'est le putsch d'un homme de cabinet sorti d'une imprimante 3D, dessiné par le Medef, le CAC 40, les banques.

Macron n'a pas de base sociale ni de limites : ses «macronades» en témoignent, il méprise ceux d'en bas et ne voit de salut qu'à travers la satisfaction des «premiers de cordée». Il n'a pas de parti : «En marche» est un club de «commerciaux» recrutés aux ordres. Son modèle c'est Margaret Thatcher.

Au lieu d'adopter des statuts qui évoluent naturellement, juridiquement, socialement, au lieu de combattre la concurrence déloyale et le travail dissimulé, Macron et ses inspireurs réclament une «ubérisation» qui devient un concept. Il divinise la compétitivité jusque dans les hopitaux.

Dans la loi Hollande-Valls-Macron du 6 août 2015, déjà la modification de l'article 2064 du code civil – passée inaperçu – permet que des contrats de travail deviennent des contrats civils ordinaires et ne relèvent plus du code du travail ni des prud'hommes.

Macron ravale la France au rang de start up et veut tout bouleverser de l'ordre social, remplacer les contrats de travail par des contrats commerciaux, agir pour une société «post-salariale» sans statuts, «supprimer les cotisations sociales pré affectées» c'est à dire la Sécurité sociale.

L'ancienne patronne du MEDEF, Laurence Parisot, l'avait dit : La vie, la santé, l'amour sont précaires, pourquoi le travail ne le serait-il pas ?

Parisot l'a révélé, Macron l'a fait !

En un an, sa politique d'austérité a fait 2,1 % de chômeurs de plus (catégories A, B, C..). Il a fait 1,5 % de «dette» (présumée) de plus. Il a conduit la «croissance» à stagner dès ce premier trimestre 2018.

Macron a des pieds d'argile. Il peut être battu.

Faites connaître ce livre précieux : c'est un instrument de combat militant, très concret, et surtout il propose un programme alternatif et une méthode irremplaçable pour vaincre Macron : l'unité de la gauche.

Jean Pierre COTE



Nous joindre ou nous rejoindre 

contact@passerellesagauche.fr



Retrouvez **Passerelles** sur...

passerellesagauche.fr